

Honduras

Regner Asís Castellanos Álvarez

Vers la militarisation, l'autoritarisme et le manque de protection des droits humains¹

En Janvier 2014 a débuté la présidence de Juan Orlando Hernández Alvarado (2014-2018), le successeur du gouvernement de Porfirio Lobo Sosa, également nationaliste et autoproclamé "gouvernement de réconciliation nationale" et de transition post-coup d'état de 2009. Le gouvernement de Hernandez a principalement été caractérisé par la volonté de se concentrer sur "le tout privatisation et le tout militarisation".²

Selon l'économiste Marvin Barahona, "le gouvernement de Hernandez mettrait en oeuvre une synthèse des principales lignes des gouvernements précédents de la nouvelle droite³ sous la bannière du PNH - *Partido Nacional de Honduras*, qui a en plus de la continuité et de la vision stratégique de ce parti, signifie également un projet politique, économique et social, avec un évident préjugé de classe, dans lequel convergent les secteurs financiers, agro-industriels, l'industrie *maquiladora*, l'industrie minière et les investisseurs étrangers et nationaux qui bénéficieront de la nouvelle répartition du territoire via les Zones Spéciales de Développement (*Zonas Especiales de Desarrollo* - ZEDES) ou « Villes modèles » (*ciudades modelos*), la nouvelle panacée du néolibéralisme au Honduras. ⁴



Cette «nouvelle droite» se caractérise principalement par la consolidation du néolibéralisme à travers l'affaiblissement de l'État dans son approche sociale, en renforçant le secteur privé. Et en ce sens, les ZEDES sont la synthèse de la vision qu'il propose du pays, telle qu'elle est présentée, comme une sorte de nouvel État, entièrement contrôlé par l'investissement privé et qui plus est, - argumentent-ils - sera le «pôle de développement»⁵ dont «bénéficiera» la population hondurienne. Le traumatisme post coup d'État de juin 2009 continue à marquer profondément la réalité sociale dans le pays. Celui-ci s'est rapidement dirigé vers la consolidation d'un

pouvoir économique transnational et, par-dessus tout, de zones où les concessions sur les biens communs et la nature, accordés par les deux derniers gouvernements post-coup d'état laissant libre cours à la destruction des territoires et, par conséquent, à la dépossession et à la répression des communautés. Preuve en sont les processus de dépossession qui se produisent dans la côte caribéenne du Honduras, affectant en particulier les communautés Garifunas. Les gouvernements post-coup d'État ont terminé d'asseoir les bases juridiques en matière de lois et concessions, de sorte que durant le gouvernement de Juan Orlando Hernandez, le capital transnational se consolide.

Les barrages hydroélectriques sur le territoire Lenca

L'année 2014 a commencé par une série d'évènements qui témoignent d'une plus grande libéralisation des ressources naturelles. Par exemple, la privatisation des 47 rivières ⁶ dans le cadre du processus d'octroi de droits sur les biens patrimoniaux (aires protégées et zones écologiques) à l'entreprise privée, processus qui est effectué par les entreprises qui sont les mêmes propriétaires des entreprises thermiques dans le pays. Ce processus particulier de privatisation tire son origine de la Loi de Promotion d'Alliances Publiques – Privées (*Ley de Promoción de Alianzas Público-Privada*) approuvée en l'an 2010.

Le Mouvement Indépendant Autochtone Lenca de de La Paz Honduras (*Movimiento Independiente Indígena Lenca de La Paz Honduras - MILPAH*) ⁷ est actif dans la défense de leurs territoires afin d'empêcher la construction d'un barrage hydroélectrique qui avait été adopté sans consultation ni participation des principales communautés qui seraient touchées. Jusqu'à janvier 2014, les communautés ont réussi à éviter la construction, jusqu'à ce que le 6 octobre, un conseil ait lieu (forme de consultation communautaire en vertu de la loi des municipalités au Honduras), processus dans lequel le maire, accompagné d'une forte présence policière et militaire a non seulement donné son autorisation en faveur de l'entreprise, mais a également usé d'intimidation à l'encontre de leaders du MILPAH dirigeants, tel que Martin Gomez Vazquez.

Aussi, entre septembre et novembre 2014, MILPAH a dénoncé l'intimidation continuelle venant des corps policiers et militaires, qui rappelle la répression et persécution politique développée dans les années 80 : le relevé de profils de leaders autochtones communautaires et les menaces constantes d'accusation pour sédition et trahison à la patrie.

Il est à noter qu'ont passé près de deux années⁸ depuis que le peuple lenca du Rio Blanco (du département d'Intibuca) a formé un pouvoir contre le barrage des rivières Gualcarque et Canje, processus de lutte et défense territorial dans lequel le COPINH (Conseil Civique des Organisations Populaires et Autochtones du Honduras - *Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras*) a représenté un important bastion de mobilisation en défense de l'eau et de leurs territoires. Pour eux, il est important de signaler qu'en ces derniers mois - jusqu'à janvier 2015, Berta Caceres (coordinatrice général du COPINH) a été systématiquement persécutée et menacée. Cette persécution ⁹ implique l'entreprise chinoise Desarrollos Energéticos S.A. (DESA) et Blue Energy, désormais appartenant à l'entreprise énergétique hondurienne Grupo Terra, caractérisée par sa possession de concessions stratégiques dans le domaine de l'énergie et de l'infrastructure dans le pays.

En outre, depuis une année date de la prise de contrôle de la mairie de San Francisco de Opalca une dénonciation de la corruption des autorités municipales, se traduit par une revendication d'un remplacement de celles-ci par des autorités ancestrales lenca. « *La lutte des communautés lenca organisées au sein de COPINH n'a pas été arrêtée, malgré la criminalisation constante – dont l'assassinat de camarades - et ne va pas s'arrêter, car nos vies sont liées à la Terre Mère, aux rivières, aux montagnes, à la biodiversité dont nous nous sommes occupés pendant des siècles.* », ¹⁰ argumente dans une de ses déclarations où il a dénoncé des agressions contre le peuple lenca et qui synthétise bien la position qu'a soutenu le COPINH durant l'année 2014 en défense de ses territoires.

Le 29 octobre 2014 a été retrouvée assassinée Maycol Ariel Rodríguez García fille lenca de 15 ans, de la communauté de Rio Blanco, également membre du COPINH et active défenseuse de la rivière Gualcarque et de son territoire. Aussi, le Conseil Autochtone Communautaire du Rio Blanco a dénoncé le fait que la Police Nationale harcelait et intimidait les communautés liées à une récupération de terre près de la rivière Gualcarque. Des faits l'abus de pouvoir de la part des autorités et le lamentable assassinat de Maycol demeurent impunis à ce jour. Un marqueur de l'état sans défense dans lequel se trouvent les communautés autochtones impliquées dans le processus de résistance.

Mesures visant à protéger le patrimoine de l'humanité tandis que les droits de l'homme sont ignorés dans Tolupan

Alors que l'État du Honduras inscrivait les traditions orales des Tolupanes de la Montaña de la Flor comme candidat au patrimoine immatériel de l'UNESCO - il n'a rien fait dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le logement et l'accès à la justice pour corriger son inaction historique dans ces domaines. ¹¹

D'autre part, le peuple autochtone tolupan de la Tribu San Francisco de Locomapa, du département de Yoro, a dénoncé le processus d'impunité et d'insécurité qu'il subit sur son territoire. La plainte fait observer qu'ils ont été systématiquement menacés et persécutés par des groupes armés, liés au crime organisé et aux entreprises minières. L'antécédent plus alarmant est l'assassinat - le 23 août 2013 - de trois autochtones tolupan : Maria Enriqueta Matute (71), Armando Funez Medina (46) et Ricardo Soto Funez (40) ; tous liés à la défense de leur territoire et contre l'extraction de l'antimoine. Paradoxalement, malgré la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) demande, le 19 septembre 2013, la protection de 38 membres de la tribu San Francisco, les autorités n'ont fait aucun geste pour satisfaire aux mesures de précaution publiée par la CIDH. ¹²

De même, les populations rurales et de leurs ont été réprimées et persécutées. C'est dans ce cadre qu'a été assassiné, le 11 novembre 2014, le chef de file paysan Juan Angel Lopez Miranda (Juan Galindo), dans la vallée del Aguán ; zone dans laquelle plus de 130 meurtres ont eu lieu ces cinq dernières années (de 2009 à 2014), et qui sont restés impunis. ¹³

Juan Galindo a coordonné la plus grande colonie rurale dans la zone du Bas-Aguán, avec plus de 1500 familles de paysans, une zone qui demeure desservie en éducation et en santé, mais entouré de militaires, policiers et gardes privés de sécurité des grands propriétaires terriens et des magnats de la paume africaine du Honduras : René Morales, Reinaldo Canales et Miguel Facussé.

Des mois auparavant, le 26 août, a été assassinée Margarita Murillo¹⁴ dans le village el Venado, dans la municipalité de Villanueva, Département de Cortés. Murillo, pendant les années 80, fut fondatrice du Front National d'Unité Paysanne du Honduras (*Frente Nacional de Unidad Campesina de Honduras* - FENACAMH) et de la Confédération Nationale des Travailleurs des Champs (*Central Nacional de Trabajadores del Campo* - CNTC). Au cours des dernières années, elle a participé activement au Front National de Résistance Populaire et du parti Liberté et Refondation (*Frente Nacional de Resistencia Popular y en partido Libertad y Refundación* - LIBRE). Tant Juan Galindo que Margarita Murillo ont été constamment menacés de mort pour leurs luttes ; menaces qui ont été bien été documentés par des organisations de droits de l'homme. Margarita Murillo "jouissait" de mesures de précaution de la part de l'État du Honduras.

La lutte Garifuna pour sa reconnaissance

Sur la côte caraïbéenne du Honduras, les peuples garifunas et leurs organisations, comme la OFRANEH (Organisation Fraternelle Noire Hondurienne/ *Organización Fraternal Negra Hondureña*), tiennent un important et vital débat sur la condition autochtones des peuples Garifuna.¹⁵ Leur reconnaissance par l'État en tant que peuples autochtones est central pour la mise en œuvre la Convention 169 de l'OIT, ce qui permettrait aux peuples garifunas de se défendre juridiquement avant les processus d'expulsion et les dépeuplement dont souffrent, principalement, ces peuples garifunas vivant dans des territoires situés au centre de concessions. L'État du Honduras a maintenu cette attitude depuis des décennies devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Cour IDH), sans reconnaître le statut autochtone des peuples garifunas, employant à la place des termes tels que les minorités ethniques ou descendants d'africains.

Une éventuelle exploitation de pétrole offshore qui affecterait les peuples Miskito et Garifuna

Pendant ce temps, la compagnie pétrolière américaine Chevron a demandé au gouvernement plus de 38.000 km² d'exploration de la plate-forme maritime hondurienne¹⁶ parallèlement à l'exploration pétrolière déjà initiée par la société British Gas International Limited (BG). Une partie de l'exploration pétrolière de BG est juxtaposée au Récif Méso-Américain (RMA: la côte des Caraïbes entre le Honduras, le Guatemala, le Belize et le Mexique) et est installée dans la Mosquitia hondurienne. La multinationale BG, possède son siège à Reading, Royaume-Uni, et sa concession lui fut accordée pendant le gouvernement de Lobo Sosa. En Avril 2014, Chevron a inauguré des bureaux en attendant, dans la ville de San Pedro Sula, et bien que l'information publique sur les négociations avec le gouvernement hondurien est limitée, elles indiquent un éventuel accord concernant des opérations pétrolières.

Ce qui ne fait aucun doute est que l'accord donnée d'une exploration par Chevron et l'exploitation du pétrole représente une menace supplémentaire pour les peuples Miskitos et Garifunas, qui seront directement touchés. Ils devraient être des acteurs centraux des décisions que l'État et les gouvernements successifs prennent par rapport aux concessions de biens communs et de la nature. L'organisation non gouvernementale allemande, German Watch, dans son Indice Global de Risque Climatique 2012¹⁷, a qualifié le Honduras de pays parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Menaces à l'encontre de la radio communautaire

Depuis 1995, le réseau de radios autochtones garifunas a mené d'important travaux de diffusion et de défense de sa culture et de ses territoires dans les différentes communautés. Aujourd'hui, il dispose d'un réseau de six stations qui fonctionnent de façon autonome et qui sont gérées par chaque communauté dans laquelle elles sont installées.

Cependant, la Commission Nationale des Télécommunications (CONATEL), institution de l'État du Honduras, a menacé de fermer les stations de radio communautaires: *Radio Garifuna Sugua de Sambo Creek* en septembre 2014, et *Radio Garifuna Waruguma* de Trujillo mai 2013. Notez également que CONATEL demande des comptes à la OFRANEH (*Black Fraternal Organization of Honduras*) sur le réseau de stations. Pendant le gouvernement de Porfirio (Pepe) Lobo Sosa (2010-2014), a été initiée une réforme de la Loi-cadre du Secteur Télécommunications, en faisant valoir la nécessité d'une démocratisation des médias. Mais la réaction des principaux propriétaires des médias et le manque de clarté concernant les radios communautaires, n'ont pas permis un positionnement plus important des radios communautaires, lesquelles sont menacées en permanence et, dans certains cas, pillées.

Le massacre dans le Moskitia demeure impuni

En mai 2012, trois années avaient passé depuis le massacre dans la ville de Ahuas, département de Gracias a Dios (connu sous le nom de La Mosquitia). Le massacre a été perpétré par la DEA (pour son sigle en anglais, la *Drug Enforcement Administration*) en opération conjointe avec la Police Nationale hondurienne, contre un groupe indien Miskito qui voyageaient en bateau, les mitraillant depuis un hélicoptère. Le massacre mis fin à la vie de quatre autochtones miskitos (deux femmes, un homme et un garçon de 14 ans) et en blessa grièvement trois autres. Le gouvernement (Lobo Sosa) de l'époque expliqua que le massacre était un dommages collatéral dans la lutte contre les trafiquants de drogues. Arguant, de plus, le fait que le groupe impliqué dans le meurtre avait tiré sur les victimes en légitime défense, faisant valoir qu'ils avaient reçu des tirs provenant de l'embarcation, ceci provoquant leur réaction. Entre 2013 et 2014, des représentants du gouvernement américain ont été en contact avec l'un des survivants, Clara Wood. Tout indique qu'ils ont essayé de changer son témoignage du massacre, depuis que Clara Wood stipule clairement que de telles fusillades provenant du bateau n'ont jamais eu lieu. À ce jour, aucun agent impliqué dans le massacre, hondurien comme américain, n'a été accusé. ¹⁸

Les assassinats d'autochtones continuent d'augmenter

Le *Movimiento Amplio por la Dignidad y la Justicia* (MADJ), signale au moins 9 meurtres de membres de la tribu Tolupanes de San Francisco depuis 2002. En outre, des organisations autochtones et de droits de l'homme honduriennes signalent qu'entre 2009 et 2014, ont été tués au moins 43 personnes autochtones de différents peuples : Lenca, Maya-Chorti, Garifuna et Tolupan. Ces meurtres ont été commis en toute impunité par des groupes armés payés par les propriétaires fonciers, et il y a plusieurs cas dans lesquels des preuves de participation policière et militaire ont été trouvées.

Depuis 2005, la Commission des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, avait rapporté que 58 Tolupanes avaient été tués par les propriétaires fonciers.¹⁹

Notes et références

- 1 Esta sección se basó en Marvin Barahona. "El ascenso de la 'nueva' derecha en el Partido Nacional (4) El gobierno de Juan Orlando Hernández: ¿Hacia la militarización y la radicalización del neoliberalismo?", en Envío, Año 12, No. 44, diciembre de 2014, pp. 21-30.
- 2 Barahona, Marvin. op. cit., p. 24.
- 3 Véase la serie de cuatro artículos en los que se caracteriza el ascenso de una nueva derecha a través del Partido Nacional, desde 1990 hasta 2014, en Marvin Barahona: El ascenso de la "nueva" derecha en el Partido Nacional (1, 2, 3 y 4) en Envío, Año 12, en No. 41 (marzo de 2014), No. 42 (junio de 2014), No. 43 (Septiembre) y No. 44 (diciembre de 2014), respectivamente.
- 4 Barahona, Marvin. op. cit., p. 24.
- 5 La Prensa, Honduras: aprueban Ciudades Modelos en el Congreso Nacional, en <http://www.laprensa.hn/honduras/tegucigalpa/331319-98/honduras-aprueban-ciudades-modelo-en-el-congreso-nacional>
- 6 Véase "El Estado transfiere fondos a la empresa privada y le otorga bienes patrimoniales, áreas protegidas y 47 ríos", en http://www.defensoresenlinea.com/cms/index.php?Itemid=181&catid=58:amb&id=1033:emilio-d-cuire-el-estado-transfiere-fondos-a-la-empresa-privada-y-le-otorga-bienes-patrimoniales-aereas-protegidas-y-47-rios&option=com_content&view=article
- 7 Para mayor detalle véase "Honduras: Preocupación por la situación de indefensión del Movimiento Independiente Indígena Lenca de La Paz-Honduras (MILPAH)" en http://www.defensoresenlinea.com/cms/index.php?option=com_content&view=article&id=3362:impactos-del-cc-en-la-caficulturperuana&catid=58:amb&Itemid=181
- 8 22 meses, hasta enero de 2015.
- 9 Véase Comunicado de Red Nacional de Defensoras de Derechos Humanos en Honduras, Tegucigalpa, 28 de enero de 2015 en http://redefensorashn.blogspot.com/2015/01/comunicado_43.html
- 10 Véase "COPINH: Denuncia Nuevas Agresiones contra el Pueblo Lenca: Fuera Blue Energy, Los Ríos se Defienden", 30 de enero de 2015, en <http://www.copinh.org/article/copinh-denuncia-nuevas-agresiones-contra-el-pueblo/>
- 11 La Prensa, "Los Tolupanes, candidatos a patrimonio de la humanidad", 29 de octubre de 2014, <http://www.laprensa.hn/honduras/762631-410/los-tolupanes-candidatos-a-patrimonio-de-la-humanidad>
- 12 Véase Indígenas Tolupanes denuncian casos de impunidad e inseguridad en Yoro, publicado el 18 de noviembre de 2014 en <http://site.adital.com.br/site/noticia.php?lang=ES&cod=82541>
- 13 Para mayor detalle y además una entrevista, dos años antes del asesinato a Juan Galindo, véase Honduras: Asesinan al dirigente campesino hondureño Juan Ángel López Miranda en el Bajo Aguan, en ANNCOL <http://anncol.eu/index.php/el-mundo/latinoamerica/honduras/259-honduras-archivo/8558-video-honduras-asesinan-al-dirigente-campesino-hondureno-juan-angel-lopez-miranda-en-el-bajo-aguan>
- 14 Véase Vía Campesina, Honduras: Ante el asesinato de nuestra compañera Margarita Murillo en <http://viacampesina.org/es/index.php/temas-principales-mainmenu-27/derechos-humanos-mainmenu-40/2238-honduras-ante-el-asesinato-de-nuestra-companera-margarita-murillo>
- 15 Véase Estado de Honduras deniega condición de indígena al pueblo Garífuna, en <https://ofraneh.wordpress.com/2014/08/20/estado-de-honduras-deniega-condicion-de-indigena-al-pueblo-garifuna/>
- 16 Véase (también se encuentra un mapa donde se ubican, geográficamente, las exploraciones petroleras), Más de 38.000 k² pide Chevron a Honduras, en El Herald, 24 de octubre de 2013, <http://www.elheraldo.hn/csp/mediapool/sites/ElHeraldo/Economia/story.csp?cid=610859&sid=294&fid=216>
- 17 Véase Global Climate Risk Index 2012 en <http://germanwatch.org/klima/cri2012-map-neu3.jpg>
- 18 En este caso véase, con mayor detalle cómo ha procedido la DEA, Karen Spring, Killing In The Name Of The War On Drugs: Evidence the DEA Attempted to Alter Testimony on Massacre in Honduras (29 de enero de 2015) en <http://www.counterpunch.org/2015/01/29/evidence-the-dea-attempted-to-alter-testimony-on-drug-war-massacre-in-honduras/>
- 19 Véase Greg McCain, "Honduras: Indigenous Tolupanes Return to Their Territory with IACHR Orders of Protection", 6 de marzo de 2014, en <http://upsidedownworld.org/main/honduras-archivos-46/4734-honduras-indigenous-tolupanes-return-to-their-territory-with-iachr-orders-of-protection>

Regner Asís Castellanos Álvarez est sociologue
à l'Université Nationale Autonome du Honduras (UNAH).

Source : IWGIA El Mundo Idígena 2015
Traduction pour le GITPA par **Lucie Bernard**